

**Contre un point mort politique et des décisions fausses**

Après les élections législatives de 1999, la coalition PCS/DP nouvellement formée a prétendu vouloir imposer une nouvelle façon de gouverner, basée sur le dialogue avec le citoyen. Alors que les élections remontent déjà à plusieurs mois, il n'y a toujours pas de trace du concept respectivement de la vision politique fondamentale de ce gouvernement libéral de droite.

Au contraire, l'absence d'une base politique commune devient de plus en plus visible: trop nombreux sont les points d'incompatibilité entre un PCS qui s'accroche aux acquis des 15 dernières années et un DP qui trahit ses promesses électorales pompeuses (cf. l'abrogation de la réforme des pensions dans le secteur public, la mise en œuvre pratique de l'assurance-dépendance, la modification de la réforme des forces de l'ordre, etc.).

L'actuel point mort parlementaire illustre de façon éloquente que la nouvelle majorité gouvernementale est en perte de vitesse avant même d'avoir véritablement démarré. Le renouveau annoncé à tous les niveaux fait de plus en plus place au vide politique.

Le POSL se doit par ailleurs de critiquer de façon véhémement le fait que le peu de décisions prises jusqu'ici par le nouveau gouvernement vont presque toutes dans la mauvaise direction :

- le moratoire ordonné à l'encontre du plan hospitalier n'est rien d'autre qu'une infâme manœuvre politique et aura pour seuls effets de retarder de manière inacceptable la modernisation de nos infrastructures médicales, de favoriser le gaspillage irresponsable de millions de deniers publics ainsi que d'entraîner une rationalisation et une privatisation excessives du secteur de la santé au cas où les projets gouvernementaux - mal préparés - relatifs à la restructuration de notre secteur hospitalier (modèle "Voralberg") devraient être mis en œuvre;
- l'alliance malsaine entre la coalition de droite et le patronat, dont les mesures prises pour pallier le déficit des caisses de maladie se feront exclusivement aux dépens des assurés, illustre clairement que le but poursuivi par le nouveau gouvernement est celui d'exposer un système de sécurité sociale qui a fait ses preuves à une érosion lente et imperceptible,
- le faux-pas regrettable du gouvernement PCS/DP en matière d'expulsion des réfugiés a dévoilé l'important virage à droite qui s'est imposé au sein de la nouvelle majorité gouvernementale et qui contraste nettement avec la politique gouvernementale luxembourgeoise traditionnellement humaine et constamment attachée à un équilibre consensuel,

- le moratoire déguisé à l'encontre de la hall rock d'Esch-sur-Alzette ainsi que la politique de l'autruche adoptée à l'encontre du projet BTB illustrent à merveille l'indécision mise à jour par le gouvernement en matière d'approches progressistes, tel l'avenir des friches industrielles ou encore la mise en œuvre d'un concept de transport durable, cohérent et multidimensionnel ;
- les erreurs incompréhensibles faites par la coalition PCS/DP aussi bien lors de la formation du nouveau gouvernement que lors de la répartition des ressorts ministériels ont entraîné une augmentation inadéquate du travail administratif tout en démantelant partiellement des structures ministérielles (tel p.ex. le ministère de l'environnement) qui avaient fait leurs preuves.

Ces quelques exemples suffisent à illustrer qu'il appartient au POSL, en tant que parti d'opposition le plus important, de prendre ses responsabilités, de pointer impitoyablement du doigt les faiblesses du nouveau gouvernement libéral de droite et de démontrer, à l'aide de propositions alternatives constructives, que sa participation aurait garanti un "meilleur gouvernement".

Dans les mois à venir, tous les mandataires nationaux et communaux du POSL s'engageront, en collaboration avec les fédérations, les associations et les syndicats concernés :

- afin de préserver l'équilibre sensible entre la flexibilité souhaitée en matière d'aménagement du temps de travail et la réduction nécessaire du temps de travail, en mettant un frein aux tendances néo-libérales de certains groupements patronaux;
- pour une refonte sociale de notre système de providence, dans le respect des droits actuels des travailleurs, des chômeurs, des familles et des personnes à faibles revenus;
- afin d'apporter une amélioration des droits à la retraite dans le secteur privé et de combattre la stratégie de refus menée par le gouvernement en la matière;
- afin que les assises financières des communes soient assurées à long terme et qu'elles reflètent la croissance économique, ceci en s'opposant fermement à une abolition unilatérale de l'impôt commercial;
- pour le maintien du service public et contre le démantèlement respectivement la privatisation d'entreprises publiques ayant fait leurs preuves, tel le service d'autobus des CFL et la poste.

Le POSL regrette profondément les développements récents en Autriche et critique foncièrement la position de l'ÖVP en cette matière. Le POSL demande au gouvernement luxembourgeois de boycotter le nouveau gouvernement ÖVP-FPÖ.

(Adoptée au congrès ordinaire du POSL à Rumelange le 30 janvier 2000)